

(Enregistré sur les Records le 9 mars 1935.)

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE,
The 21st day of February, 1935.

PRESENT,

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY,

LORD PRESIDENT,

LORD BRIDGEMAN,

LORD CHAMBERLAIN,

MR. J. C. C. DAVIDSON.

Enregistre-
ment des
Naissances et
Décès dans le
Bailliage de
l'Île de
Guernesey.

WHEREAS there was this day read at the Board
a Report from the Right Honourable the Lords of the
Committee of Council for the Affairs of Guernsey and
Jersey, dated the 31st day of January, 1935, in the
words following, viz.:—

“ YOUR MAJESTY having been pleased by Your
General Order of Reference of the 10th day of
May, 1910, to refer unto this Committee the humble
Petition of the States of the Island of Guernsey,
setting forth :—1.—That for the reasons set forth

1935

in the preamble thereof, the Royal Court on the 13th day of October, 1934, adopted a Bill or *Projet de Loi*, prepared by the Law Officers of the Crown, intituled ' *Loi relative à l'Enregistrement des Naissances et Décès dans le Bailliage de l'Ile de Guernesey* ' and requested the Bailiff to submit the same to the States of Deliberation for their approval ; 2.—That on the 9th day of November, 1934, the said Bill or *Projet de Loi* was duly considered by the States, when a resolution was passed approving the same with slight modifications and authorising the President to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction thereto ; 3.—That the said Bill or *Projet de Loi* is in the words and figures set forth in the Schedule hereunto annexed. And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi* of the States of Guernsey intituled ' *Loi relative à l'Enregistrement des Naissances et Décès dans le Bailliage de l'Ile de Guernesey* ' and to order and direct that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of the Island of Guernsey.

"THE LORDS OF THE COMMITTEE, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said *Projet de Loi* into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*."

HIS MAJESTY, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Bailiwick of Guernsey.

AND HIS MAJESTY doth hereby further direct that this Order, and the said *Projet de Loi* (a copy

1935

whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

M. P. A. HANKEY.

“PROJET DE LOI” referred to in the foregoing Order in Council.

LOI RELATIVE À L'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES ET DÉCÈS DANS LE BAIL- LIAGE DE L'ILE DE GUERNESEY.

Les Etats, ayant, par leur délibération du 8 mars 1933, décidé que les déclarations des Naissances qui ont lieu dans les paroisses de la Campagne ci-devant faites aux Députés-Régistres des Naissances des paroisses de la Campagne seront à l'avenir faites au Greffe, le bureau du Régistrier-Général des Naissances, et que par conséquent les dits Députés-Régistres doivent être relevés de leurs charges, et censant que les changements dans la législation ainsi entraînés seront mieux faits en statuant de nouveau à ce sujet, et qu'il y a lieu d'incorporer dans cette loi les dispositions relatives à l'enregistrement des décès dans le Bailliage de cette Ile, le Projet de Loi qui ensuit a été approuvé par les Etats afin que, moyennant la Sanction de Sa Très Excellente Majesté en Conseil, il ait force de Loi dans le Bailliage de l'Ile de Guernesey.

ARTICLE I.

ARTICLE GÉNÉRAL

Régistrier
Général.

Le Greffier du Roi, ou dans son absence son Député,

sera tant le Régistrai-re-Général des Naissances et des Décès pour le Bailliage de l'Ile de Guernsey que le Régistrai-re des Naissances et des Décès pour l'Ile de Guernesey, et le bureau du Greffe sera le Bureau Général d'Enregistrement.

1935

Les dispositions de cette Loi s'étendront aux Iles d'Herm et de Jethou lesquelles Iles, pour les besoins de cette Loi seront censées former partie du territoire de l'Ile de Guernesey et l'expression " Ile de Guernesey " aura référence aux dites Iles collectivement avec l'Ile de Guernesey.

Herm et Jethou.

Pareillement l'Ile de Brechou sera censée former partie du territoire de l'Ile de Sercq et l'expression " Ile de Sercq " aura référence à l'Ile de Brechou collectivement avec l'Ile de Sercq.

Brechou.

Dans cette Loi, lorsque le contexte l'exige ou le permet, le terme " Régistrai-re " où il se trouve sans être qualifié ou usité en d'autre sens s'appliquera tant au Régistrai-re des Naissances et des Décès de l'Ile de Guernesey qu'au Régistrai-re des Naissances et des Décès de l'Ile de Sercq.

Signification du terme "Régistrai-re".

La Cour Royale sur la demande du Régistrai-re-Général nommera un Régistrai-re des Naissances et des Décès pour l'Ile de Sercq, dont le salaire sera fourni par la dite Ile de Sercq.

Régistrai-re pour Sercq.

Le Greffier du Roi et son Député, et celui qui est nommé Régistrai-re pour l'Ile de Sercq, avant d'entrer en fonctions, seront tenus de prêter serment devant la Cour Royale de bien et fidèlement s'acquitter des devoirs de leur charge.

Greffier et son député, et Régistrai-re pour Sercq à être sermentés devant la Cour Royale.

Les formes de déclarations, de certificat et de permission suivant aux formes dans la cédule à cette Loi pourront être rédigées et complétées soit en la langue française, soit en la langue anglaise.

Formes soit en anglais soit en français.

L'enregistrement des Naissances et des Décès dans l'Ile d'Auregny se fera en conformité à la Loi relative à l'Enregistrement des Naissances et Décès en force en la dite Ile d'Auregny.

Enregistre-ment en Auregny

Le Régistrai-re-Général gardera des registres dans

Garde des registres.

1935

lesquels seront inscrites toutes les déclarations de naissances et de décès ayant lieu dans le Bailliage de l'Ile de Guernesey.

ARTICLE 2.

ENREGISTREMENT DES NAISSANCES

Déclaration
de naissance
avant
l'expiration
de 30 jours.

(1) Lors de la naissance d'un enfant, le père, et dans le cas du décès, de la maladie ou de l'absence de l'Ile du père, toute personne présente à la naissance et toute personne ayant le soin de l'enfant devra, avant l'expiration de trente jours de la naissance de l'enfant, faire en personne ou envoyer par une personne âgée de seize ans au moins, une déclaration par écrit signée du déclarant ayant rapport à la naissance de l'enfant et suivant à la forme "A" dans la Cédule à cette Loi, soit :—

(a) au Régistreur pour l'Ile de Guernesey lorsqu'il s'agit d'une naissance dans l'Ile de Guernesey, soit

(b) au Régistreur pour l'Ile de Sercq, lorsqu'il s'agit d'une naissance dans l'Ile de Sercq.

Enfants
illégitimes

(2) Si l'enfant est illégitime, il doit être désigné comme tel et la personne assistant à l'accouchement, et faute de telle personne, la mère, sera tenue de faire la dite déclaration quant à la naissance. Dans tous les cas la déclaration de la mère sera recevable.

de veuves et
de femmes
non mariées;

(3) Dans le cas d'un enfant illégitime d'une veuve ou d'une femme non mariée, personne en qualité du père de tel enfant ne sera tenu de fournir au Régistreur les renseignements quant à la naissance requis par la première section de cet article, et le Régistreur n'inscrira pas dans le registre le nom d'aucun individu comme étant le père de l'enfant à moins que ce soit sur la demande faite conjointement par la mère et par l'individu qui se déclare être le père de tel enfant, et dans ce cas la naissance de l'enfant sera inscrite comme enfant illégitime du dit individu et de la mère.

(4) L'enregistrement de la naissance d'un enfant illégitime d'une femme mariée devra se faire suivant la déclaration de la mère que le dit enfant est illégitime et que son mari n'est pas le père du dit enfant, et aucun nom indiquant un individu comme étant le père de l'enfant ne sera inscrit sur le registre.

1935

de femmes mariées.

ARTICLE 3.

Après l'expiration des trente jours et avant l'expiration des six mois qui suivront la naissance d'un enfant, il sera permis au Régistreur d'enregistrer la naissance de tel enfant pourvu qu'il lui soit produit une déclaration solennelle faite devant Justice par une personne présente à la naissance, ou par le père, la mère ou le tuteur de l'enfant, laquelle déclaration contiendra les détails requis suivant la forme "A" dans la Cédule à cette Loi. La personne qui fera la dite déclaration signera le registre comme la personne donnant l'information.

Enregistre-
ment de
naissances
avant
l'expiration
de 6 mois
mais après
l'expiration
de 30 jours.

Dans ce cas le Régistreur inscrira la déclaration sur le registre. Il sera payé pour telle inscription la somme d'un chelin six pennis.

ARTICLE 4.

Après les six mois qui suivront la naissance d'un enfant, il ne sera plus permis au Régistreur d'enregistrer la naissance de tel enfant sans un acte spécial de la Cour Royale l'autorisant à ce faire. L'acte pourra s'obtenir dans le cas où les faits auront été constatés à la satisfaction de la Cour Royale. La personne à l'instance de laquelle l'acte aura été obtenu signera le registre comme la personne donnant l'information. Dans ce cas le Régistreur inscrira sur le registre que l'acte de Cour lui a été produit.

Enregistre-
ment de
naissances
après
l'expiration
de six mois.

ARTICLE 5.

Lorsque le nom d'un enfant dont la naissance a été enregistrée est changé, ou qu'un nom est donné à un

Enregistre-
ment et
changement
de noms.

1935

enfant dont la naissance fut enregistrée sans lui donner de nom, le père, la mère, le tuteur de tel enfant ou autre personne demandant que le nom de l'enfant soit changé ou qu'un nom lui soit donné, et ce dans l'ordre de priorité ci-dessus, devra livrer au Régistreur un certificat signé par la personne qui aura baptisé l'enfant ou un extrait des Registres de baptême, et si l'enfant n'a pas été baptisé devra faire une demande par écrit à l'effet qu'un nom soit donné ou changé, et le Régistreur pourra, s'il est satisfait, insérer ou changer tel nom suivant le cas.

ARTICLE 6.

Enregistre-
ment du nom
d'un enfant
né avant le
mariage de
ses père et
mère.

Dans le cas où un enfant soit né avant le mariage de ses père et mère et que tel enfant soit reconnu légitime par les dits père et mère lors de leur mariage, le Régistreur inscrira dans le registre de la naissance du dit enfant le nom du père comme étant le père du dit enfant ainsi reconnu légitime.

ARTICLE 7.

Amende.

Tout contrevenant aux dispositions des articles ci-dessus sera passible d'une amende qui n'excédera pas £1 sterling.

ENREGISTREMENT DES DÉCÈS.

ARTICLE 8.

L'enregistrement des Décès dans cette Ile et dans l'Ile de Sercq se fera suivant aux dispositions des Articles qui suivent.

ARTICLE 9.

Déclarations
de mort.

Avant les quarante-huit heures expirées depuis la mort d'une personne, le plus proche parent demeurant dans la maison, et faute de tel, le plus proche parent dans l'Ile, et faute de tel, l'occupant ou le propriétaire de la maison où le décès a eu lieu, ou

1935

celui qui a la surintendance des funérailles, est tenu, sous une pénalité qui n'excédera pas une livre sterling de faire en personne ou d'envoyer par une personne agée de seize ans au moins au Régistrai re, une déclaration par écrit sous son seing, spécifiant le nom, le prénom et l'âge du décédé, l'heure, la date et le lieu et, autant qu'il le pourra, les noms et prénoms du père et de la mère du défunt, son état ou sa profession, le lieu de sa naissance, et le lieu de sa résidence ordinaire, suivant à la forme " B " de la Cédule de cette Loi, accompagné du certificat mentionné dans l'article 11 d'un médecin constatant la cause de mort ou la cause probable de mort, ou constatant qu'il n'est pas à même de constater la cause de mort ou la cause probable de mort. Les dispositions de cet article s'appliqueront, autant que possible, dans le cas d'un enfant mort-né.

ARTICLE 10.

Dans le cas où, lors d'un décès dans l'Ile de Sercq Sercq, il ne se trouve pas de Médecin dans l'Ile, celui qui est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 9 de la présente Loi, sera tenu au lieu d'envoyer au Régistrai re un certificat de médecin, de faire part du décès aux Connétables et au Sénéchal.

ARTICLE 11.

Il est défendu d'enregistrer la mort d'une personne sans la production d'un certificat suivant à la Forme " C " de la Cédule de cette Loi, signé d'un Médecin, constatant qu'il a vu le corps du décédé et constatant la cause de mort ou la cause probable de mort, ou sans production d'un Acte de Cour permettant l'inhumation du corps. Certificat de
médecin.

ARTICLE 12.

Tout médecin appelé à constater la cause de mort qui a lieu de croire qu'un crime a été commis, ou que Décès dont la
cause est crue
criminelle ou

1935

n'est pas
susceptible
d'être
constatée.

la mort a été causée ou accélérée par négligence, ou qui n'est pas à même de constater la cause de mort ou la cause probable de mort en informera de suite l'Inspecteur de la Police Salariée et les Officiers du Roi dans l'Ile de Guernesey et les Connétables et le Sénéchal dans l'Ile de Sercq, suivant le cas.

ARTICLE 13.

Certificat
suivant la
forme "D".

Le Régistrai re ne livrera pas de certificat de décès ni permission d'enterrer suivant la forme " D " de la cédule de cette Loi, sans avoir reçu un certificat de la cause de mort ou de la cause probable de mort, signé d'un médecin suivant la forme " C " de la cédule, ou la production d'un Acte de Cour permettant l'inhumation du corps. Il sera payé au Régistrai re par les Etats la somme de six pennis pour chaque permission d'enterrer livrée en cette Ile.

ARTICLE 14.

Enterre-
ments.

Il est défendu au Minist re ou autre personne conduisant les funérailles d'enterrer un mort ou d'en disposer par autre moyen, sans avoir reçu du Régistrai re une permission suivant la forme " D " de la cédule. Sera tout contrevenant à ce présent article passible d'une amende qui n'excédera pas £50 sterling.

Dans le cas d'un mort apporté dans l'Ile pour être enterré le certificat de l'enregistrement du décès sera exhibé au Régistrai re qui livrera la permission suivant la forme " D " de la cédule, en omettant les mots " cause ou la cause probable de ".

ARTICLE 15.

Période de
garde de
corps.

Il est défendu de garder un corps au delà de six jours, sauf avec la permission dans l'Ile de Guernesey par écrit des Connétables et des Officiers du Roi, et dans l'Ile de Sercq des Connétables et du Sénéchal,

sous peine d'une amende qui n'excédera pas £10 sterling. 1935

ARTICLE 16.

Il sera loisible à la Cour Royale de passer des Ordonnances pour assurer que les morts soient enterrés sans délai, pour régler la conduite des enterrements, et pour porter à exécution les dispositions de cette Loi. Ordonnances relatives aux enterrements.

ARTICLE 17.

Lors de la naissance d'un mort-né, le père, et à son défaut la personne ayant la charge des couches, sera tenu sous une pénalité qui n'excédera pas £1 sterling, de faire en personne ou d'envoyer par l'intermédiaire d'une personne âgée de 16 ans au moins, au Régistratre une déclaration par écrit sous son seing, de la naissance, spécifiant les noms et prénoms du père et de la mère, l'heure, le jour et le lieu de la naissance, le tout conformément, autant que possible, aux dispositions contenues dans l'Article 9. Déclaration du naissance d'un mort-né.

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX.

ARTICLE 18.

Le Régistratre des Naissances et des Décès dans l'Ile d'Auregny et dans l'Ile de Sercq transmettra au Régistratre-Général à la fin de chaque trimestre, ou plus souvent lorsque requis par lui, une copie authentiquée par tel Régistratre de toute inscription de naissances et de décès et de toute note faite par lui sur son registre pendant le trimestre. Transmission au Régistratre-Général de copies des inscriptions dans les registres d'Auregny et de Sercq.

ARTICLE 19.

Le Régistratre-Général au moins une fois par an, vérifiera personnellement ou par son Député, les registres des Régistres des Iles d'Auregny et de Sercq, pour s'assurer que les inscriptions y soient en ordre et conformes aux siens. Vérification des registres d'Auregny et de Sercq.

1935

Rectification
d'erreurs
dans les
registres.

ARTICLE 20.

S'il se trouve une erreur, autre qu'une erreur insignifiante, dans les registres des naissances et des décès, tant de cette Ile que des Iles d'Auregny et de Sercq, le Régistrai-re-Général s'adressera à la Cour Royale pour permission de la rectifier. Telle rectification sera écrite par lui ou par son Député sans faire de rature ou autre correction ; elle portera de plus la date de l'Acte de Cour octroyant la permission et sera signée par le Régistrai-re-Général ou son Député.

ARTICLE 21.

Indices pour
naissances et
pour décès.

Recherches.

Il sera fait par le Régistrai-re-Général, et gardé parmi les registres, un indice pour les Naissances et un indice pour les Décès. Le Régistrai-re-Général doit permettre en tous temps, dans les heures ordinaires, la recherche tant dans les indices que dans les livres d'enregistrements, et donner copie sous sa signature d'aucun enregistrement dans les dits livres. Pour chaque recherche d'indice, et du livre qui y a rapport, y compris copie de l'enregistrement par lui certifiée, si elle est demandée en même temps, il lui sera payé un chelin en outre les droits de timbre ; il lui sera payé un chelin en outre les droits de timbre pour toute autre copie d'enregistrement par lui certifiée.

ARTICLE 22.

Copies etc.
reçues en
témoignage.

Toutes copies ou extraits d'inscriptions sur le Registre-Général des Naissances ou Décès certifiés par le Régistrai-re-Général ou par son Député et timbrés du sceau de l'Office du Régistrai-re-Général seront reçus en témoignage et pour preuve de la naissance ou de la mort dont il s'agit, en toutes Cours de Justice, sans autre preuve de leur enregistrement.

ARTICLE 23.

1935

Il sera payé par les Etats de cette Ile au Régis-
traire-Général pour le compte des Etats pour ses
services sous la présente Loi telle somme qui sera
déterminée par les Etats.

Paiement du
Régistrare-
Général.

ARTICLE 24.

Le Régistrare fournira chaque mois à l'Officier de
Santé des Etats, sur des formes à lui fournies par le
dit Officier de Santé, copie de chaque enregistrement
dans le Registre des Décès, et le nombre de Naissances
avec le sexe de l'enfant, qui auront été enregistrés en
cette Ile pendant le mois précédent. Il lui sera payé
par les Etats la somme de trois pennis stg. par copie.

Statistique
fournie à
l'Officier de
Santé.

ARTICLE 25.

Les frais pour l'achat des livres et formes néces-
saires seront payés par les Etats de cette Ile, pourvu
toutefois que dans le cas de l'Ile de Sercq, tels livres
et formes seront fournis par les Etats aux frais de la
dite Ile de Sercq.

L'achat de
livres et
formes.

ARTICLE 26.

Les amendes imposées par la présente Loi seront
applicables moitié à Sa Majesté et moitié aux Etats
de cette Ile.

Application
d'amendes.

ARTICLE 27.

Celui qui, dans le dessein de le faire insérer dans
un Registre de Naissances ou de Décès, donnera ou
fera donner un état ou rapport faux d'aucun détail
nécessaire d'être connu et enregistré au sujet des dits
naissances et décès, sera sujet aux mêmes peines et
pénalités que s'il était coupable de parjure.

Rapports
faux etc.

ARTICLE 28.

La Loi relative aux certificats de Décès et aux

Rappel de
Lois.

1935

Enterrements sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 11 février 1907 enregistré sur les Records de l'Ile de Guernesey le 2 mars 1907, et la Loi relative à l'Enregistrement de Naissances et Décès dans le Bailliage de l'Ile de Guernesey sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 26 mai 1925 enregistré sur les Records de l'Ile de Guernesey le 13 juin 1925 sont rappelées, pourvu que, nonobstant ce rappel les articles et les parties d'articles de la Loi relative aux Naissances, aux Mariages et aux Morts sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 3 octobre 1840 enregistré le 24 octobre 1840 qui ont rapport aux Naissances et aux Décès et qui furent rappelés par les dites lois de 1907 et 1925, demeureront rappelés.

Pourvu aussi que ce rappel des dites Lois de 1907 et de 1925 n'aura effet :—

- (a) d'affecter l'opération antérieure d'icelles,
- (b) d'affecter aucune obligation ou passibilité encourue en vertu d'icelles,
- (c) d'affecter aucune pénalité, forfaiture ou punition encourue à l'égard d'aucune contravention d'icelles,
- (d) d'affecter aucune poursuite ou recours à l'égard de telle obligation, passibilité, forfaiture ou punition,

et toute et telle poursuite ou tout et tel recours pourra être institué, continué ou mis en vigueur, et toute et telle pénalité, forfaiture ou punition pourra être imposée comme si cette présente Loi n'avait pas été passée.

ARTICLE 29.

Cette Loi viendra en force tel jour après son enregistrement sur les Records de cette Ile, qui sera fixé par la Cour Royale.

1935

FORME A.

Date de Naissance.....
 Nom de l'Enfant.....
 Sexe de l'Enfant.....
 Nom du Père.....
 Nom de la Mère avant mariage.....
 Lieu de Naissance de l'Enfant.....
 Rang, état ou profession du Père.....
 Signature du Déclarant.....
 Qualité
 Résidence

Cette déclaration doit être livrée au Régistrare dans les 30 jours de la naissance par une personne âgée d'au moins 16 ans.

FORME B.

Date et heure de Décès.....
 Nom du décédé.....
 Femme ou veuve de.....
 Age
 Nom du Père.....
 Nom de la Mère avant mariage.....
 Lieu de Décès.....
 Rang, état ou profession.....
 Résidence ordinaire.....
 Lieu de naissance.....
 Cause de Décès.....
 Signature du déclarant.....
 Résidence

Cette déclaration doit être livrée au Régistrare dans les 48 heures du décès par une personne âgée d'au moins 16 ans.

1935

FORME C.

CERTIFICAT MÉDICAL DE LA CAUSE OU
CAUSE PROBABLE DE MORT.

Je soussigné certifie par ces présentes :—

1—Que j'ai vu le corps de.....âgé de.....
lequel décéda en la paroisse de.....
le.....à.....heures du.....

*2—Que je l'ai visité pendant sa dernière maladie.

*3—Que je l'ai vu en vie pour la dernière fois le
.....

**Rayer ces détails lors non applicables.*

4—Que du meilleur de ma connaissance :

(a) la cause de mort

(b) la cause probable de mort

fut :— Primaire

Secondaire

Ce.....19.... Signature

Qualités

FORME D.

Je soussigné déclare par ces présentes que les
formalités voulues par la loi pour constater la cause ou
la cause probable de mort de.....âgé de.....
décédé le.....à.....ayant
été observées, il est permis de faire inhumer le corps
d...dit.....

.....193....

.....

Régistraire.

GUERNSEY.

1935

Translation of " Law relating to the Registration of Births and Deaths in the Bailiwick of the Island of Guernsey ", approved by His Majesty in Council the 21st day of February, 1935.

The States having, by their deliberation of the 8th March, 1933, decided that the declarations of Births which take place in the Country parishes formerly made to the Deputy-Registrars of Births of the Country parishes shall in future be made at the Greffe, the Office of the Registrar-General of Births, and that in consequence the said Deputy-Registrars shall be relieved of their duties, and deeming that the legislative changes thus involved will be better made by re-enactment, and that there is need to incorporate in this Law the provisions relating to the registration of deaths in the Bailiwick of this Island, the following *Projet de Loi* has been approved by the States in order that, subject to the Sanction of His Most Excellent Majesty in Council, it may have force of law in the Bailiwick of the Island of Guernsey.

ARTICLE 1.

GENERAL ARTICLE.

His Majesty's Greffier, or in his absence his Deputy, shall be the Registrar-General of Births and Deaths for the Bailiwick of the Island of Guernsey as well as the Registrar of Births and Deaths for the Island of Guernsey, and the Greffe Office shall be the General Register Office. Registrar-General etc.

The provisions of this Law shall extend to the Islands of Herm and Jethou which Islands, for the purposes of this Law, shall be deemed to form part of the territory of the Island of Guernsey and the expression " Island of Guernsey " shall have reference to the said Islands collectively with the Island of Guernsey. Herm and Jethou.

1935	
Brechou.	Similarly the Island of Brechou shall be deemed to form part of the territory of the Island of Sark and the expression "Island of Sark" shall have reference to the Island of Brechou collectively with the Island of Sark.
Definition of "Registrar".	In this Law, where the context requires or allows, the term "Registrar" where found without being qualified or used in any other sense shall apply to the Registrar of Births and Deaths of the Island of Guernsey as well as to the Registrar of Births and Deaths of the Island of Sark.
Registrar for Sark.	The Royal Court, on the application of the Registrar-General, shall appoint a Registrar of Births and Deaths for the Island of Sark, whose salary shall be provided by the said Island of Sark.
Greffier and Deputy, and Registrar for Sark to be sworn before Royal Court.	His Majesty's Greffier and his Deputy, and the person who is appointed Registrar for the Island of Sark, before taking office, shall take an oath before the Royal Court to discharge the duties of their office well and faithfully.
Forms may be either in English or French.	The forms of declarations, certificate and permission according to the forms in the Schedule to this Law, may be drawn and completed either in the French or English language.
Registration in Alderney.	The registration of Births and Deaths in the Island of Alderney shall be in conformity with the Law relating to the Registration of Births and Deaths in force in the said Island of Alderney.
Registrar-General to keep register for Bailiwick.	The Registrar-General shall keep the registers in which shall be entered all declarations of births and deaths taking place in the Bailiwick of the Island of Guernsey.

REGISTRATION OF BIRTHS.

ARTICLE 2.

Declarations of birth to be made within 30 days.	(1) On the birth of a child, the father, and in the case of the death, sickness or absence from the Island of the father, any person present at the birth and any
--	---

1935

person having the care of the child, shall, before the expiration of thirty days from the birth of the child, make in person or send by a person of at least sixteen years of age, a declaration in writing signed by the declarant with reference to the birth of the child and according to Form A in the Schedule to this Law, either :—

- (a) to the Registrar for the Island of Guernsey, in the case of a birth in the Island of Guernsey, or
- (b) to the Registrar for the Island of Sark in the case of a birth in the Island of Sark.

(2) If the child is illegitimate, it must be described as such, and the person assisting at the confinement, and failing such person, the mother, shall make the said declaration as to the birth. In all cases the declaration of the mother shall be admissible.

Illegitimate children

(3) In the case of an illegitimate child of a widow or of an unmarried woman, no person in the capacity of father of such child shall be obliged to furnish to the Registrar the particulars required by Section 1 of this article as to the birth, and the Registrar shall not enter in the register the name of any individual as being the father of the child unless it be at the request made jointly by the mother and the individual who declares himself to be the father of such child, and in this case the birth of the child shall be entered as the illegitimate child of the said individual and the mother.

of widows and spinsters

(4) The registration of the birth of an illegitimate child of a married woman shall be made according to the declaration of the mother that the said child is illegitimate and that her husband is not the father of the said child, and no name indicating an individual as being the father of the child shall be entered in the register.

of married women.

ARTICLE 3.

After the expiration of thirty days and before the expiration of six months following the birth of a child,

Registration of births after 30 days

1935
but within 6
months.

it shall be permissible for the Registrar to register the birth of such child provided a solemn declaration made before the Court is produced to him by a person present at the birth, or by the father, mother or guardian of the child, which declaration shall contain the details required in accordance with Form A in the Schedule to this Law. The person who shall make the said declaration shall sign the register as the person giving the information.

In this case the Registrar shall enter the declaration in the register. The sum of one shilling and sixpence shall be paid for such entry.

ARTICLE 4.

Registration
of births
after 6
months.

After six months following the birth of a child, it shall no longer be permissible for the Registrar to register the birth of such child without a special act of the Royal Court authorizing him to do so. The act may be obtained in the case where the facts shall have been established to the satisfaction of the Royal Court. The person at whose instance the act shall have been obtained shall sign the register as the person giving the information. In this case the Registrar shall enter on the register that the Act of Court has been produced to him.

ARTICLE 5.

Change or
late
registration
of names.

When the name of a child whose birth has been registered is changed, or a name is given to a child whose birth was registered without any name being given it, the father, mother, the guardian of such child or other person requesting that the name of the child be changed, or that a name be given it, and this in the order of priority as above, shall deliver to the Registrar a certificate signed by the person who shall have baptised the child or an extract from the baptismal registers, and if the child has not been baptised shall make an application in writing to the effect that a

name be given or changed, and the Registrar may, if 1935
he is satisfied, insert or change such name as the case
may be.

ARTICLE 6.

In the case where a child is born before the mar- Registration
of name of
child born
before
marriage of
parents.
riage of his father and mother and such child is
acknowledged as legitimate by the said father and
mother at the time of their marriage, the Registrar
shall enter in the register of birth of the said child the
name of the father as being the father of the said child
so acknowledged as legitimate.

ARTICLE 7.

Anyone contravening the provisions of the above Fine.
articles shall be liable to a fine not exceeding £1 stg.

REGISTRATION OF DEATHS.

ARTICLE 8.

The registration of Deaths in this Island and in the
Island of Sark shall be made according to the pro-
visions of the following Articles.

ARTICLE 9.

Before the expiration of forty-eight hours after the Declaration
of death.
death of a person the nearest relative living in the
house, and in default of such, the nearest relative in
the Island, and in default of such, the occupier or the
proprietor of the house in which the death has taken
place, or the person who has the superintendence of
the funeral, shall, under a penalty not exceeding one
pound sterling, make in person or send by a person of
at least sixteen years of age, to the Registrar, a
declaration in writing signed by him, stating the
surname, christian name and age of deceased, the
time, date and place and, as far as he is able, the
surnames and christian names of the father and
mother of the deceased, his rank or profession, place

1935

of birth, and his ordinary place of abode, according to Form " B " of the Schedule of this Law, accompanied by the doctor's certificate mentioned in Article 11 stating the cause or probable cause of death, or stating that he is not in a position to state the cause or probable cause of death. The provisions of this Article shall apply as far as possible, in the case of a still-born child.

ARTICLE 10.

Sark.

In the case where, on the occasion of a death in the Island of Sark there is no doctor in the Island, the person who is bound to conform to the provisions of Article 9 of the present Law, shall, instead of sending a doctor's certificate to the Registrar, give notice of such death to the Constables and to the Seneschal.

ARTICLE 11.

Doctor's
certificate.

It is forbidden to register the death of a person without producing a certificate made according to Form " C " of the Schedule of this Law, signed by a doctor, stating that he has seen the body of the deceased and stating the cause or probable cause of death, or without the production of an Act of Court permitting the burial of the body.

ARTICLE 12.

Suspected
crime or
unascertained
cause
of death.

Every doctor who is called upon to state the cause of death, who has reason to believe that a crime has been committed, or that the death was caused or accelerated by negligence, or who is not in a position to state the cause or probable cause of death, shall immediately inform the inspector of the Salaried Police and the Crown Officers in the Island of Guernsey and the Constables and the Seneschal in the Island of Sark as the case may be.

ARTICLE 13.

1935

The Registrar shall not deliver a Death Certificate nor permission to bury in accordance with Form "D" of the Schedule to this Law, without having received a certificate of the cause or probable cause of death, signed by a doctor in accordance with Form "C" of the Schedule, or the production of an Act of Court permitting the burial of the body. The sum of sixpence shall be paid to the Registrar by the States for each permission to bury delivered in this Island.

Death
certificate
and
permission to
bury.

ARTICLE 14.

It is forbidden for the Minister or other person conducting the funeral to bury a corpse or otherwise dispose thereof, without having received a permit from the Registrar in accordance with Form "D" of the Schedule. Every person offending against this present Article shall be liable to a fine not exceeding £50 sterling.

Burials.

In the case of a corpse brought into the Island to be buried, the certificate of registration of death shall be shown to the Registrar who will deliver the permit in accordance with Form "D" of the Schedule, omitting therefrom the words "Cause or probable cause of".

ARTICLE 15.

It is forbidden to keep a corpse for more than six days, except with the permission in writing of the Constables and Crown Officers in the Island of Guernsey, and in the Island of Sark, of the Constables and the Seneschal, under penalty of a fine not exceeding £10 sterling.

Limit of time
for keeping
body.

ARTICLE 16.

It shall be lawful for the Royal Court to pass Ordinances to ensure that corpses be buried without delay, to regulate the conduct of burials and to carry into execution the provisions of this Law.

Ordinances
relative to
burials.

1935

ARTICLE 17.

Still-born
children.

At the time of the birth of a still-born child, the father, and in default of the father, the person in charge of the confinement, shall, under a penalty not exceeding £1 sterling, make in person, or send through the medium of a person of at least 16 years of age, to the Registrar, a declaration in writing under his signature of the birth, stating the surnames and Christian names of the father and mother, the hour, the day and place of birth, the whole, as far as possible in conformity with the provisions contained in Article 9.

GENERAL REGULATIONS.

ARTICLE 18.

Copies of,
entries in
registers of
Alderney and
Sark sent to
Registrar-
General.

The Registrar of Births and Deaths in the Island of Alderney and the Island of Sark shall transmit to the Registrar-General at the end of each quarter, or more often whenever required by him, a copy certified by such Registrar of every entry of births and deaths and of any note made by him in his register during the quarter.

ARTICLE 19.

Verification
of Registers
of Alderney
and Sark.

The Registrar-General shall, at least once a year, verify personally or through his Deputy, the registers of the Registrars of the Islands of Alderney and Sark, to satisfy himself that the entries therein are in order and in conformity with his own.

ARTICLE 20.

Rectification
of errors.

Should an error, other than an insignificant error, be found in the Registers of births and deaths either in this Island or in the Islands of Alderney and Sark, the Registrar-General shall apply to the Royal Court for permission to rectify it. Such correction shall be written by him or his deputy without making

any erasure or other correction ; it shall moreover bear the date of the Act of Court granting permission and shall be signed by the Registrar-General or his deputy.

1935

ARTICLE 21.

An index for births, and one for deaths shall be made by the Registrar-General and kept amongst the Registers. The Registrar-General shall at all times, during official hours, allow search to be made in the Indexes as well as in the Registers, and give a copy under his signature of any registry in the said Registers. For each search in the Index, and in the book relating thereto, including a copy of the registry certified by him, if it be asked for at the same time, he shall be paid one shilling in addition to the stamp duty. He shall be paid one shilling in addition to the stamp duty for every other copy of a registry certified by him.

Indexes for
births and
deaths.

ARTICLE 22.

All copies or extracts of entries in the General Register of Births and Deaths certified by the Registrar-General or by his Deputy, and stamped with the official seal of the Registrar-General shall be received in evidence and as proof of the birth or death in question in all Courts of Justice, without further proof of their registration.

Copies
received as
evidence.

ARTICLE 23.

The States of this Island shall pay the Registrar-General¹, for his services under the present Law, such sum, to be credited to the States, as shall be determined by the States.

Payment of
Registrar-
General.

ARTICLE 24.

The Registrar shall furnish to the States Medical Officer of Health each month, on the forms supplied to him by the said Medical Officer of Health, a copy

Statistics for
M.O.H.

1935

of every registration in the Register of Deaths, and the number of Births, with the sex of the child, which shall have been registered in this Island during the preceding month. The States shall pay him the sum of threepence per copy.

ARTICLE 25.

Cost of books
and forms.

The cost of purchase of the necessary books and forms shall be paid by the States of this Island, provided always that in the case of the Island of Sark such books and forms shall be provided by the States at the expense of the said Island of Sark.

ARTICLE 26.

Application
of fines.

The fines imposed by the present Law shall be applicable one half to His Majesty and one half to the States of this Island.

ARTICLE 27.

Penalties for
false
statements
etc.

Any person who, with intent to cause the same to be inserted in a Register of Births or Deaths, shall give or cause to be given a false statement or report of any detail necessary to be known and registered with reference to the said births and deaths, shall be subject to the same pains and penalties as if he were guilty of perjury.

ARTICLE 28.

Repeal of
Laws.

The law relating to certificates of Deaths and Burials sanctioned by an Order of His Majesty in Council dated 11th February, 1907, registered on the Records of the Island of Guernsey, 2nd March, 1907, and the Law relative to the Registration of Births and Deaths in the Bailiwick of the Island of Guernsey, sanctioned by an Order of His Majesty in Council dated 26th May, 1925, registered on the Records of the Island of Guernsey, 13th June, 1925, are re-

1935

pealed, provided that, notwithstanding this repeal the articles and portions of articles of the Law relating to Births, Marriages and Deaths sanctioned by an Order of His Majesty in Council dated 3rd October, 1840, and registered 24th October, 1840, which relate to Births and Deaths and which were repealed by the said Laws of 1907 and 1925, shall remain repealed.

Provided also that this repeal of the said Laws of 1907 and 1925 shall not have the effect

- (a) of affecting the previous operation of those Laws,
- (b) of affecting any obligation or liability incurred by virtue of those Laws,
- (c) of affecting any penalty, forfeiture or punishment incurred by reason of any contravention of those Laws,
- (d) of affecting any legal proceeding or remedy with regard to such obligation, liability, forfeiture or punishment,

and any such legal proceeding or remedy may be instituted, continued, or enforced, and any such penalty, forfeiture or punishment may be imposed as if this present Law had not been passed.

ARTICLE 29.

This Law shall come into force on such day after its registration on the Records of this Island, as shall be fixed by the Royal Court.

1935

FORM A.

Date of Birth.....
 Name of Child.....
 Sex of Child.....
 Name of Father.....
 Name of Mother before Marriage.....
 Place of birth of Child.....
 Rank, state or profession of Father.....
 Signature of Declarant.....

 Qualification
 Residence

This declaration must be delivered to the Registrar within 30 days of the birth by a person of at least 16 years of age.

FORM B.

Date and Hour of Death.....
 Name of Deceased.....
 Wife or widow of.....
 Age
 Name of Father.....
 Name of mother before marriage.....
 Place of Death.....
 Rank, state or profession.....
 Ordinary residence.....
 Place of Birth.....
 Cause of Death
 Signature of declarant.....

 Residence

This declaration must be delivered to the Registrar within 48 hours of the death by a person of at least 16 years of age.

1935

FORM C.

MEDICAL CERTIFICATE OF THE CAUSE OR
PROBABLE CAUSE OF DEATH.

I, the undersigned, hereby certify :—

1. That I have seen the body of.....
aged..... who died in the parish of
..... onat.....
.....

*2. That I visited him/her during his/her last illness.

*3. That I saw him/her alive for the last time on.....

** Delete these details when not applicable.*

4. That to the best of my knowledge :

(a) the cause of death

(b) the probable cause of death was :—

Primary.

Secondary. ..

..... 19..... Signature

Qualifications

FORM D.

I, the undersigned, hereby declare that the formalities required by the Law for stating the cause or probable cause of death of.....
aged.....who died on the.....
at.....having been observed, permission is given to bury the body of the said.....
.....
..... 193....
.....

Registrar.